

Je voudrais défendre ici un point de vue assez éloigné de celui qui semble prévaloir parmi les observateurs du mouvement en cours. Non sans hésitation : il s'agit encore une fois de m'éloigner d'un héritage qui, bon an mal an, est aussi le mien. L'essentiel n'est pas d'étudier dans le moindre détail l'activité mortifère (mais habituelle) des « appareils », ni les formes d'action (finalement classiques), mais de comprendre la profondeur du sursaut vital des « masses », d'un « peuple ».

Après 2005, un nouveau moment d'intense politisation

APPEL À CONTRIBUTION

Lors d'une réunion entre quelques animateurs de cette revue, et alors que nous nous interrogeons sur ce qui, manifestation après manifestation, blocage après occupation, se passait dans le pays, l'une d'entre nous a émis l'idée, que nous avons trouvée excellente, de solliciter les témoignages de nos abonnés et de nos correspondants : qu'avaient-ils vu ou entendu qui les avait frappés, surpris, séduits, amusés, mots d'ordre, affichettes improvisées individuellement

1- Pour ne pas alourdir la lecture, et partout où la question se pose dans ce texte, je me réfugierai derrière la règle (discutable certainement, mais que nous ne discuterons pas ici) qui permet de dire qu'en français, ce « tous » rassemble les « toutes » et les « tous ». Par paresse, je m'abstiendrai également de passer en revue tous les accords possibles ou de détailler les sexes, genre et sexualités en écrivant « salariés » et non « salarié.e.s », tout en priant le lecteur (et du même coup la lectrice) de bien vouloir me croire lorsque j'affirme être convaincu que la moitié au moins des Hommes sont des femmes.

ou collectivement, déguisements ? Aussitôt dit aussitôt fait : un message leur fut envoyé à tous [1] le soir même. Résultat décevant : très vite (parfois dans l'heure !), trois réponses, mais substantielles, puisque accompagnées de pas moins de sept textes en pièces jointes. Ces trois messages, dans l'ensemble brefs, et ces sept textes, parfois fort longs et circonstanciés, nous proposaient tous, et parfois sur un ton qui trahissait le regret de ne pouvoir, dans le même mouvement, nous infliger une fessée, des analyses très détaillées de ce qu'il fallait se résoudre à comprendre comme leur appréciation commune de ce mouvement de l'automne 2010 : la trahison des « appareils ». [2]

Dans les jours qui ont suivi, d'autres messages aux proportions comparables nous sont parvenus, émanant de divers regroupements de « redresseurs » d'organisations déviantes (de la défunte OCI au nouveau-né NPA malheureusement affecté de nombreuses pathologies). La substance en était très exactement la même.

Il importait donc de comprendre dans le moindre détail par quel procédé fourbe et retors les « appareils »

avaient réussi à désarmer un mouvement qui, sans leur intervention, eût été sans aucun doute triomphant.

Or, plusieurs sentiments m'ont successivement agité tout au long de ces deux mois écoulés. Dans un premier temps, issu des mêmes écoles que ces groupes désespérés, j'ai observé les tentatives assez lisibles de ces « bureaucraties », et j'ai été petit à petit assez étonné qu'elles tardent tant à obtenir que les choses rentrent dans « l'ordre ». Mais comme je ne vois plus vraiment de raison de m'accabler sans cesse, j'ai assisté à cette scène finalement connue en me demandant sans cesse si la colère des « gens » ne finirait pas par balayer ces obstacles et par déferler. Ce qui me frappait alors dans les cortèges qui, sans se lasser, parcouraient les trajets usés de la capitale, c'était que la colère ne semblait pas devoir les saisir, mais qu'y régnait au contraire une atmo-

2- Pour ne prendre, au hasard, que l'un de ces pensums, dont je ne connais pas l'origine (je ne comprends rien à ces groupes et sous-groupes... Désolé !), voici les titre et intertitres qui en font sentir l'économie générale :

« CCIT Combattre pour en finir avec le capitalisme, novembre 2010

Un mouvement parti du plus profond de la classe ouvrière qui pose le problème d'en finir avec Sarkozy et son gouvernement (Titre général) • Du plus profond de la classe ouvrière • Une réforme rendue possible par la collaboration de classe • Le dispositif des directions syndicales contre la centralisation de la classe ouvrière • Un mouvement puissant mais cadencé par les appareils • Grèves reconductibles à la base contre grève générale • Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'a pas cédé • Qu'est-ce qui est nécessaire ? »

Sans ironie excessive, je serais tenté de répondre à la dernière question : « Se suicider ! Ça abrégera les souffrances. »

sphère que je qualifiais de « bonne enfant ». Ainsi, les « bureaucraties » trahissaient, mais les « gens » semblaient ne pas leur en vouloir, et surtout, ils revenaient, encore et encore, dans un long défilé qui semblait ne jamais devoir finir.

Pourtant, sous la bonhomie toujours dominante, sans que jamais la colère ne prenne une forme explosive, se répandaient comme traînée de poudre slogans moqueurs et vengeurs, saynètes et déguisements burlesques, et preuves que rien n'avait été oublié, ni le « Kärcher », ni la « racaille », ni le « Casse toi, pov'con », ni les moqueries sur les grèves « qu'on ne voit plus désormais », ni même les « chercheurs qui ne trouvent rien, mais sont contents de trouver du chauffage et de la lumière ». Rien. Et toujours le même acharnement à être là, à reparcourir sans apparente lassitude ces mêmes kilomètres de bitume.

CE N'EST PAS LA MORT
QUI A DOMINÉ, C'EST
AU CONTRAIRE LA VIE,
ET C'ÉTAIT INATTENDU

Et petit à petit, ce qui apparaissait, ce n'était pas *l'enterrement* du mouvement par les « bureaucrates » (qui pourtant en rêvaient presque à voix haute), ce n'était pas la réussite de l'asphyxie, de l'entreprise éternellement mortifère de ceux qui ont partie liée avec les dominants, mais au contraire une sorte de triomphe incongru, inattendu, *de la vie*.

C'est en parlant d'autre chose (mais était-ce bien d'autre chose ?) que Bernard Friot m'a ouvert les yeux. On lira son interview dans ce numéro (et j'y ferai de nouveau allusion plus loin), mais à propos de ce qui guide son travail, et qui le distingue des « révolutionnaires » avec patente, il en vient à

rappeler (ce qui est après tout l'une des caractéristiques essentielles de la dialectique), à propos de la « cotisation », qu'il s'agit de « distinguer ce qu'il y a de subversif dans le réel », démarche qu'il oppose à celle de l'utopiste, fût-il un révolutionnaire auto-proclamé.

Et c'est par ce détour que j'en suis venu à considérer ce qui se passe depuis deux mois, non comme la vérification toujours recommencée que, décidément, les « masses » sont vaillantes et prêtes au déferlement, mais qu'elles se heurtent à des corps étrangers (et dénaturés) qui les en détournent ou les en empêchent, mais comme le surgissement, là où précisément on ne les attend pas, de « gens » qui, tout d'un coup, recommencent à s'occuper de ce qui les regarde, pour reprendre une fois encore l'une des seules citations dont je me souviens : « *La politique, c'est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde* », que j'attribue, peut-être à tort, à Anatole France, et que je ne cesse de corriger en disant que le surgissement des « gens » sur le terrain où se traite ce qui les regarde est le retour **du** politique, contre les politiciens qui s'occupent ordinairement de politocailerie pour les en détourner. (Ouf, quelle phrase !).

Et c'est l'histoire de ce surgissement, aussi limité soit-il, qu'il me semble urgent de traiter, pour en comprendre les mécanismes et en tirer une raison d'agir.

En commençant par une analogie, qui vaut ce qu'elle vaut, mais qui a l'avantage de revenir sur la dernière occurrence d'un mouvement à *cet égard* comparable : l'affaire du Traité constitutionnel européen et du référendum de 2005.

Mais il faut commencer par évaluer ce qui était en jeu, et contre quoi il aura fallu se dresser. Ne serait-ce que

pour mieux apprécier l'ampleur de ce qu'aura signifié cette irruption de vitalité à tout point de vue inattendue.

CE QUI ÉTAIT

PROGRAMMÉ

Nous avons rendu compte dans cette revue (n° 39, décembre 2008) du dernier livre de Naomi Klein, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre* (Leméac/Actes Sud, 2008). Loin de la « théorie du complot » dont on l'a accusée pour mieux déconsidérer son travail solide et sérieux, elle démontre comment le capitalisme met sciemment à profit crises et désastres (délibérément provoqués ou provoqués par des phénomènes « naturels »), profitant de l'effet de sidération, de choc et de terreur, pour imposer les « lois du marché » et la barbarie de la spéculation.

Le tout récent film de Sabina Guzzanti, *Draquila, l'Italie tremble*, analyse brillamment comment Silvio Berlusconi, sérieusement mis à mal, saute avec appétit sur l'occasion que lui offre le désastre du tremblement de terre de L'Aquila, en avril 2009, de « rebondir » médiatiquement et de servir à la fois généreusement sa bande (où la Mafia et le Vatican ne sont jamais loin) et ses desseins de transformation de l'Italie tout entière en entreprise lucrative. Difficile de ne pas lire l'histoire avec en tête la thèse de Naomi Klein.

Et c'est à quelque chose de ce type qu'a été utilisée la « crise » déchaînée en 2007-2008. L'exemple le plus frappant qui me vienne à l'esprit est l'épisode de la Grèce. J'y ai « assisté » (devant ma radio, ce qui est beaucoup moins douloureux que d'être un salarié grec...) avec stupeur. Il faudrait retrouver les bulletins d'information que j'évoque pour en retranscrire le texte exact. Mais la phrase qui est re-

venue sans cesse est à quelques mots près la suivante : « La Grèce est entrée **hier** dans une grave crise. Sa dette explose. Le gouvernement a **donc immédiatement** décidé de reporter de x années l'âge de départ en retraite des salariés ». Aucun mécanisme n'est mis en avant, même de manière mensongère, pour justifier que **cette** conclusion soit tirée de la situation nouvelle ainsi créée. Brutalement, sans autre « justification », le choc violent provoqué par l'annonce de l'entrée dans une crise économique grave est **immédiatement** utilisé pour asséner une mesure brutale, cruelle et imméritée aux salariés grecs. Stratégie du choc.

Sarkozy n'a pas procédé autrement. On pourra toujours dire que, décidément, il est bien moins habile qu'on ne l'a dit et cru. Cette nuance échappera à ceux qui viennent d'enregistrer que leur retraite a brutalement reculé de deux années, même si, ayant commencé à travailler très jeunes, ils ont d'ores et déjà ou auront dans quelques années toutes les annuités, même augmentées, nécessaires à la liquidation de leur retraite à taux plein. Ou à celles qui ont eu une « carrière » en pointillés, ou partielle, après quelques arrêts maternité et des piles de petits boulots à temps partiel, et qui n'atteindront jamais le nombre d'annuités obligatoires.

Reste que, certes mû par le désir brûlant de montrer ses petits muscles disgracieux, certes sans le talent que certains lui prêtaient, et qui décidément lui fait de plus en plus nettement défaut, Sarkozy a suivi l'exemple. Oubliant qu'il avait maté la crise (en même temps qu'il arrêtait les Russes en Georgie !), il l'invoque pour prendre « en urgence » les mesures permettant d'allonger la durée de cotisation et de reculer l'âge de la retraite. Cette mesure qu'il avait ex-

plicitement écartée en 2007 et 2008, arguant que les retraites étaient financées jusqu'en 2020, il la prend **toute affaire cessante**, et sans même prendre le temps de procurer aux « appareils » (traîtres, faut-il le répéter ?) l'apparence d'une victoire arrachée de haute lutte...

Pourquoi se comporte-t-il ainsi ?

La cohorte des « redresseurs » trépigine, je les entends : « Parce que les “appareils” (traîtres, donc) lui ont garanti leur soutien, imbécile ! » Certes, ils l'ont fait. Mais non sans être très mécontents d'y avoir été contraints dans les pires conditions, c'est-à-dire justement sans pouvoir se prévaloir d'une « victoire » de la ligne de la négociation qui aurait fait passer la pilule.

Mais surtout, cette explication ne suffit pas.

ÇA AURAIT PU MARCHER.

ÇA AURAIT DU MARCHER.

ÇA ALLAIT MARCHER.

La raison principale pour laquelle Sarkozy et son gang pensaient pouvoir passer ainsi en force est, selon moi, que le *travail d'artillerie* préalable avait été remarquablement mené. Une sourde résignation prévalait. Le bourrage de crâne avait pris des proportions telles qu'il suffisait désormais d'un murmure sur l'inélectabilité de la « réforme des retraites » pour qu'une soumission triste et accablée se répande. « Allons, il fallait être raisonnable, on ne peut dépenser plus qu'on ne gagne ! », « Comment de moins en moins d'actifs pourraient-ils entretenir à ne rien faire de plus en plus de pensionnés ? » L'arithmétique la plus élémentaire ne suffisait-elle pas à répondre.

À part quelques voix isolées et parfaitement inaudibles, personne ne par-

venait à imposer une autre logique, un autre calcul, une rectification de ce raisonnement apparemment impeccable.

Mais le plus important, c'est que personne, ou presque, ne *cherchait* à s'y opposer. Tous les principaux partis, y compris « d'opposition », mais aussi les organisations syndicales prenaient soin de commencer toutes les interventions sur le sujet par « Oui, il faut réformer les retraites ! », avec la variante « Il est évident qu'il y a un problème des retraites... »

Concert unanime, apparent bon sens, il n'en faut pas plus pour que soumission et résignation s'installent. Ne nous racontons pas d'histoire : nous avons tous eu affaire à ces collègues, amis ou parents qui ont, à leur tour, commencé leurs phrases par « Il faut être raisonnable : il y a de moins en moins d'actifs et de plus en plus de pensionnés. Le système doit être réformé. ». Sarkozy agissait en pensant pouvoir s'appuyer sur ce consensus certes désolé, désemparé, accablé, mais au total considérable.

Et une fois encore il faudrait avoir le temps et la patience de faire l'inventaire des doctes interventions de tous les journalistes, de tous les éditorialistes, de tous les politiques de tout bord : **quasi-unanimité**. Il faut d'ailleurs ajouter tout de suite qu'ils n'en ont pas dévié depuis, et qu'ils continuent d'asséner ce qu'ils persistent à présenter comme indiscutable. « *No Other Way* » (= pas d'autre voie) comme disait Thatcher, ou encore « *There Is No Alternative* » (TINA avaient fini par écrire les journalistes britanniques) (= il n'y a pas d'alternative) ! Le matraquage a fini par être intériorisé.

Ça aurait pu marcher. Ça aurait dû marcher. Ça a été bien près de marcher.

Et à ce titre, la situation est compa-

nable à ce qui s'est passé pour le Traité constitutionnel européen. Souvenons-nous du rouleau-compresseur du consensus quasi universel, presse, politiques de toutes obédiences, « relais d'opinion », doxosophes. Un référendum ? Qui songerait à voter contre, sinon des fascistes, des nationalistes et des xénophobes bornés. Souvenons-nous d'ailleurs des imprécations de Serge July, encore, dans *Libération*, le lendemain de « l'accident » du vote NON sans appel.

Si j'en reviens à la métaphore de la préparation d'artillerie, c'est parce qu'elle dit bien dans quel état hébété, abasourdi, assourdi, désorienté, le cerveau « débranché » nous laissent ces avalanches de bruit et d'affirmations péremptoires. Personne n'y échappe.

Or, et c'est à cet autre titre, encore plus essentiel, que les deux situations peuvent être comparées, dans le cas des retraites comme dans celui du Traité constitutionnel européen, des millions de gens matraqués, harcelés, insultés, traités de manière indigne ont relevé la tête, dit « non » et, ce qui est plus important encore, **ont profité qu'ils avaient la tête relevée pour s'en servir et recommencer à penser !**

Et c'est aussi à un troisième titre que la comparaison est légitime : le Traité constitutionnel a été rejeté dans les urnes du référendum, mais il a fini par être appliqué (au terme de contorsions dont le PS continue de payer les frais), comme la « réforme » Sarkozy des retraites le sera. De sorte que ce qui comptera ne sera pas le résultat final (qui, dans les deux cas, n'est certes pas accessoire !), ni les « formes d'action » (finalement banales), mais le fait que, dans les deux cas, une société, les « gens », s'emparent d'un sujet dont tout avait été fait pour qu'il leur échappe (ici, un Traité

constitutionnel incompréhensible, illisible, là, une « réforme » réputée ne pouvoir être discutée tant son objet est inévitable) et, le discutant, le contestant, s'ouvrent par leur propre mouvement à des domaines de compréhension vitaux dont ils sont sans cesse exclus délibérément, ne serait-ce que par le petit jeu « politicien » où tout le monde (NPA, LO, et compagnie inclus) accepte de jouer sa partition (que l'on se souvienne de la hâte à passer à « l'urgence » : préparer en 2005 la présidentielle de 2007 !).

En somme, en 2010 comme en 2005, ce qui compte, c'est **l'inattendu**, l'entrée en lice de ceux dont tout avait été fait pour qu'ils s'en tiennent à l'écart.

CE QUI A ÉCLATÉ

CE QUI A TOUT FAIT

DÉRAPER

En 2005, le point de départ du dérapage par rapport au scénario écrit s'était trouvé dans l'initiative d'un petit groupe de militants du PS (parmi lesquels Gérard Filoche, Jacques Généreux, Marc Dolez), dans l'obstination avec laquelle ils avaient entrepris de parcourir le pays en proposant une analyse dans l'ensemble très juste du texte du TCE. Dans le même temps, le nouvel outil des « blogs » sur Internet avait commencé à montrer sa puissance, un professeur de lycée de Marseille, Etienne Chouard, s'y livrant à une étude totalement implacable de ce même texte, bientôt lue et conseillée par d'innombrables citoyens lambda, dans un effet « boule de neige » redoutable et incontrôlable.

L'accident de parcours, en 2010, a été tout autre, et en quelque sorte bien plus étranger, plus « exotique » par rapport au monde des salariés visés

par cette « réforme ».

L'âpre combat de la fille Bettencourt contre le gigolo Banier, parasite de sa mère richissime, s'est très vite développé, bien involontairement, en affaire d'État. Les ramifications denses et inextricables, et en même temps minables, mesquines, boutiquières, entre financement de l'UMP, petits services, petits arrangements, dérogations, avantages et exemptions, évasion fiscale pure et simple des plus riches, breloques de la soi-disant Légion « d'honneur » pour récompenser les services rendus, tout cela a petit à petit émergé, sans que personne puisse arrêter l'hémorragie. Le sous-ministre Woerth, en même temps qu'il occupait une place de choix dans ces magouilles minables, était celui que le gouvernement de Sarkozy avait chargé de mener à bien la « réforme » des retraites, lui qui avait un contact si sérieux, si attentif, si ouvert avec les directions syndicales (lesquelles, il faut s'en souvenir, s'obstinaient à saluer ses qualités de « négociateur », son sérieux, sa patience, et se sont interdites de l'accabler lorsque, les révélations se succédant, c'est un tout autre profil qui s'est dessiné. Cela « ne les regardait pas » ! C'était « de la politique » !

De fil en aiguille, de révélations en aveux, c'est tout le tableau qui, par bribes, se dévoilait. Et ce qui apparaissait, se dégageant du brouillard méticuleusement répandu, c'était une photo de groupe, celle des convives du 7 mai 2007, soir de l'élection de Sarkozy, **la bande du Fouquet's**. C'était la mafia qui l'avait détourné de son noble projet de partir tout de suite faire une retraite monastique pour prendre toute la mesure de sa nouvelle responsabilité, et l'avait convaincu qu'il était bien plus délicieux de faire une petite croisière dans les eaux de Malte sur le yacht luxueux d'un de ses

« amis ».

Ce qui se peignait par touches de plus en plus précises, c'était une oligarchie qui l'avait mandaté pour poursuivre et accélérer la défiscalisation des plus riches, le creusement de la dette de l'État, pour ensuite prêter à ce même État de quoi boucler ses fins de mois, en exigeant au passage des « économies » drastiques, de nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires, une lutte plus résolue contre les « privilégiés » des salariés, contre leurs retraites (le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine, a-t-on très justement dit).

Aux copains et aux coquins de cette troupe avide, les millions en Suisse, et même le « remboursement » de « trop-perçus » fiscaux dans le cadre du « bouclier fiscal » (La richissime Bettencourt venait, avons-nous appris, de toucher pour la troisième année consécutive 30 millions du fisc !) Et ces gens voulaient ronger, rognier, grignoter les salaires et les pensions, modestes ou parfois misérables ! Pour rembourser la « dette » contractée auprès de ceux qui avaient exigé de leur ami, de leur « frère » Sarkozy qu'il continue de les exempter d'impôts... Et c'était Tapie, qui venait de toucher 220 millions de l'État pour solde de ses magouilles, dont plus de 50 pour... « préjudice moral » (quand on parle d'un individu de cette trempe, l'association de ces deux termes constitue ce que l'on appelle un oxymore, une association baroque de termes opposés... !)

Et c'était un réseau dense de pillards, d'oisifs, de renvoyeurs d'ascenseurs, de prébendiers, de petits services, de millions et de millions d'avantages et de privilèges, qui apparaissait petit à petit, un monde où on ment, où on triche, où on est impuni, alors que rien n'est passé aux « petits », ni faux pas, ni gratification même minime. [3

Mais surtout, une bande de gavés (mais jamais repus) qui osaient donner des leçons de frugalité au peuple, le traiter de privilégiés, l'insulter sans cesse, lui contester tout avantage acquis, en l'accusant de s'y cramponner !

C'était aussi un système pourri de confiscation de la Justice, d'instrumentalisation de la magistrature, de protection sans faille des puissants en jouant de tous les ressorts du Droit, et quand ce n'était plus suffisant, en violant le Droit.

QUAND TOUT

SE « DÉTRICOTE »

Et de l'incident initial est née une situation où tout a tendu à se retrouver sur la table. Les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, désormais retraités du CNRS, ont entrepris, dès la soirée du Fouquet's, de suivre à la trace ce groupe finalement peu nombreux qu'ils connaissent bien pour l'avoir littéralement pisté et en avoir étudié le fonctionnement et les mœurs depuis 20 ans. Ils ont dès lors patiemment accumulé tout ce qu'ils ont trouvé dans la presse sur leurs agissements dans les trois dernières années. Ils ont fait ce travail *simple-ment révolutionnaire* qui consiste à mettre à nu les rouages de la classe dominante, ou de l'un de ses groupes les plus actifs. Leurs fréquentes interventions de ces dernières semaines dans divers médias ont fait plus que toutes les diatribes « anticapitalistes ». Ils ont contribué à donner chair à ce que les « gens » ont petit à petit compris dans le cours même de leur mouvement. Ils ont mis

3- Comme on dit dans les cités, « Tu voles un œuf, v'là les keufs ! Tu voles un bœuf, et tu fais la teuf »

du liant entre les innombrables mots d'ordre, diatribes, récriminations spontanément écrits ou criés dans les manifestations. Ils ont identifié un groupe d'ordinaire anonyme et discret, qui nie sans cesse son existence même, et dont les intérêts communs bien compris cimentent l'activité lucide et cohérente. Ils ont démontré que cette classe capitaliste est la seule à avoir une conscience aiguë de son existence comme classe, à agir comme classe, à être une classe « pour soi ». Ils ont rappelé l'affirmation d'une surprenante franchise de l'un de ses représentants les plus éminents, le multimilliardaire Warren Buffet, qui peut déclarer « *Je ne sais pas si la lutte des classes existe, mais ce que je sais, c'est que c'est nous qui l'avons gagnée !* »

En quelques semaines, des millions de « gens » ont compris beaucoup de choses, ont découvert beaucoup de rouages de cette machine qui les écrase. Ça ne suffit pas à leur permettre de s'en débarrasser. Mais c'est essentiel pour toute tentative de le faire. Et surtout, c'est mille fois plus que ce que ceux qui, dit-on, sont censés les « représenter » ou les éclairer ont expliqué depuis des années. Au total, ce qui se dégage, ce n'est pas tant les piquets de grève ou les occupations, les blocages ou les manifestations (produits somme toute assez banals de la créativité de « gens » vivants et cherchant à agir) que le fait que des millions ont recommencé à penser, à refuser, à mettre bout à bout des éléments apparemment disparates, à comprendre des tenants et des aboutissants, à voir des êtres vivants et assez nettement identifiés derrière des agissements et des décisions qui, depuis des décennies, leur sont présentés comme relevant de la « fatalité », de « l'inévitable », du quasi-divin.

AU-DELÀ DES REVENDICATIONS « ÉCONOMIQUES »

Mais la manière inattendue, contingente, dont ce mouvement est né, qui n'aurait jamais dû exister tant le scénario en était par avance écrit, a fait surgir tout un autre pan de compréhension, ou au moins de raisons de penser.

Le dégoût, l'indignation, la colère ont été bien présents dans les cortèges et dans les interviews et les actions des « gens ». Contrairement à ce que j'avais attendu, cette colère ne s'est pas exprimée par la violence ou par des actes spectaculaires. Elle a souvent revêtu cette forme inattendue mais puissante de **la mémoire** : rien n'a été oublié, et tout est ressorti, nous l'avons vu. Toutes les humiliations, toutes les vexations subies.

Il faut d'ailleurs s'interroger sur le déroulement de cette mobilisation, ou plutôt sur son caractère obstiné. Les journées d'action sont évidemment conçues par leurs organisateurs (les fameux « appareils, oui, je sais !) comme un moyen d'empêcher le surgissement massif et incontrôlable des masses salariées. Mais cette usure est habituellement obtenue en quelques dates. Traditionnellement, une au printemps, une en automne, et l'affaire est réglée pour l'année. Là, ce sont huit journées qu'il aura fallu pour en finir. À ce point-là, on n'a plus affaire à un plan délibéré, mais à des appareils (oui, traîtres, faut-il encore le dire...) bousculés, pressés par en bas. Il faut que la demande soit extrêmement forte. Non pas la demande de journées d'action, mais la demande d'action, et si possible « tous ensemble ». La plus spectaculaire aura certainement été la dernière manifestation, le samedi 6 novembre. Sous

une pluie obstinée et froide (au moins à Paris, mais il me semble aussi au plan national), alors que la loi est définitivement adoptée au Parlement et sera évidemment validée par le Conseil Constitutionnel et promulguée, c'est-à-dire sans aucun enjeu « revendicatif », ce sont encore des dizaines de milliers de manifestants qui défilent à Paris sur le sempiternel parcours République-Nation. Mieux, ils ne semblent même pas tristes et accablés...

Il est utile de se demander pourquoi, comme m'y avait d'ailleurs invité Samuel Holder dans une réunion de *Carré rouge*, au moment où j'étais surtout surpris de l'absence de colère, du caractère « bon enfant » des défilés et, de ce fait, convaincu que rien de bien extraordinaire ne se passait ! Il avait donc raison.

J'ai déjà dit ce qu'il en était de ce sourire, de cette absence de colère.

Mais il faut aller plus loin, et y voir un **phénomène politique**. On a aimé se retrouver ensemble. On a aimé relever la tête. On a aimé l'expression fort peu « politiquement correcte » des manifestants, leur inventivité, leurs petits panneaux rageurs mais humoristiques, leurs trouvailles. On a eu du plaisir à retrouver les copains. On a aimé se retrouver peuple sur le pavé des boulevards. On a aimé se savoir nombreux (et peu importe combien, tout le monde sait que tous les comptages sont fous...).

Pourquoi ? Parce que pendant trois ans on a été humiliés (« *Maintenant, quand il y a une grève, plus personne ne le remarque* » ! Et celle-là, tu la remarques, bouffon ?). On a été minutieusement dressés les uns contre les autres, enjoins de gagner plus (que le voisin) en travaillant plus, isolés les uns des autres, accablés de dettes (fictives, mais que les gouvernements et les relais médiatiques ont pris soin

de nous faire peser sur les épaules, un par un, comme si nous y pouvions quoi que ce soit, comme si nous avions fait des folies, comme si Tapie et le smicard devaient en porter la même part !), abreuvés d'insultes contre nos « privilégiés ». Pendant trois ans on a été étouffés par un petit être agité de tics prétendant tout résoudre, tout régenter, tout savoir, décidant de tout, jusqu'aux programmes de télé et à la composition de l'équipe nationale de football. Pendant trois ans, on a entendu ses amis nous dire, comme Séguéla, que celui qui, à 50 ans, n'a pas une Rollex a raté sa vie ! On a dû endurer des gavés « décomplexés », c'est-à-dire étalant avec morgue et cynisme ce qu'ils nous voient jour après jour. On a dû assister à la scène hallucinante du petit héritier, étudiant médiocre, mais auquel un emploi prestigieux est réservé. On a dû avaler, jour après jour, des perroquets minables venant défendre l'indéfendable à la télévision ou à la radio.

Admirable Hollande qui nous tance : « *L'anti-sarkozisme n'est pas un programme !* » Quel mépris pour le peuple qui revient « en politique » ! « À bas Sarkozy », c'est le début de tout programme vivant. Parce que nous avons l'intelligence collective de comprendre bien vite que derrière le personnage infect et caractériel, il y a un cercle (celui du Fouquet's), et des cercles concentriques, et autour, encore, une classe en gros unie, consciente de ses intérêts (qui, c'est de plus en plus net, ne sont vraiment pas les nôtres, à nous qui vivons plus ou moins modestement de notre travail, quel qu'il soit, ou qui aimerions en vivre), une classe impitoyable quand il s'agit de protéger ses privilèges, ceux-là parfaitement palpables et réels. Voilà ce que les Piñçon-Charlot nous ont montré, mais aussi ce

que le déroulement des « affaires » nous a révélé, jour après jour, de manière de plus en plus irrésistible, malgré les manœuvres extraordinaires déployées pour juguler l'hémorragie de révélations.

Ces défilés sans cesse recommencés, jamais découragés, toujours globalement souriants ne sont pas une marche progressive vers la « grève générale », par « reconduction » au soir de la journée d'action. **Ils sont faits de la matière dont sont faits les surgissements politiques.** Qui ne prennent d'ailleurs à peu près jamais la forme d'une grève générale...

LE POLITIQUE

AU PREMIER PLAN

Ce mouvement est politique par sa seule existence même. En 2005, le TCE consistait en une tentative de « constitutionnaliser le capitalisme » (voir *Carré rouge* n° 31, mars 2005). Le Traité entendait parachever la construction d'un « gouvernement éclairé des experts », échappant définitivement au suffrage universel et à tout débat démocratique, en tant qu'expression plus ou moins déformée du choc d'intérêts divergents voire opposés. En faisant tout découler de l'interdiction constitutionnalisée de toute entrave à la « concurrence libre et non faussée », était installée une « loi suprême », dont toutes les autres lois devaient découler.

Se dresser contre cette tentative constituait donc *ipso facto* un refus de laisser interdire le débat, le conflit politique, la démocratie, d'en être dessaisi. C'était *en soi* un acte politique, une « repolitisation ». Nous l'avions analysé comme tel.

2010 a ce même caractère politique. Ce n'est pas seulement le sursaut d'un peuple « plein de vitalité », « résistant » à une agression (que les

autres peuples ont subie sans réagir, eux ! Ah que c'est bon d'être Français ! Identité nationale... ? Mystérieux ADN ? « Nature » ?). C'est, pour des raisons exceptionnelles, inattendues, largement exogènes, parce que les rouages de la machination ont été fortuitement dévoilés, un acte politique contre quelque chose qui est présenté comme fatal, inévitable, mécanique, mathématique, presque naturel. **C'est en quelque sorte le vif qui, pour une fois et pour un instant au moins, fait reculer le mort.**

Du même coup, tout ce qui ne pouvait paraître plus se discuter est remis sur la table : origines et légitimité de la fameuse « dette » à rembourser, bien-fondé de l'inégalité des richesses, fatalité de la misère réservée à des fractions de plus en plus larges du peuple, etc., et presque sans limites. « L'expertise » et la technocratie triomphantes sont questionnées. C'est au peuple de décider de toutes ces choses-là. Le retour **du** politique est là.

Replier ce mouvement sur une « simple » bataille revendicative, lui proposer une formulation revendicative prétendument « radicale » (« 60 ans, 37,5 annuités pour tous ») et s'attacher à ses formes d'action (« Grève générale reconductible », entendue comme *technique* de combat), c'est contribuer à dessaisir les gens de la richesse de leur mouvement, aider à leur masquer son caractère puissamment politique.

EN HAUT AUSSI

Le caractère politique de ce qui s'est passé « en bas » ne s'y est pas cantonné. « En haut » aussi, le politique a surgi, et vigoureusement. Qu'on ne me fasse pas dire ce que je me garderais bien de dire : je ne parle pas d'une « situation révolutionnaire, parce que

en haut on ne peut plus et qu'en bas on ne veut plus » (ou le contraire, je ne sais jamais). Je dis simplement que le petit jeu « politicien » qui consiste à « empêcher que les gens ne s'occupent de ce qui les regarde » a connu une sévère ratée, et que si le « mouvement » (les manifestations, les occupations, les grèves, etc.) a cessé, la « politique » n'est pas rentrée pour autant à l'écurie des élections à venir. Les questions les plus fondamentales ont été jetées sur la table, sur le pavé. Dans toutes les couches de la société, tout ce qui constitue matière à décider du sort de la société est là, étalé. De ce point de vue (et pas de celui des « luttes », encore une fois assez banales), ce moment est exceptionnel. Quelques éléments puisés dans l'actualité de ces derniers mois me permettent de le dire. Mais c'est évidemment à discuter.

□ Lorsque l'exécutif doit violer comme il l'a fait toutes les règles les plus élémentaires de la (pseudo) séparation des pouvoirs, et se fait rappeler à l'ordre par ses magistrats les plus modérés, ceux de l'USM (les prises de position du Syndicat de la Magistrature n'ont pas eu la même portée : on les attendait de lui...), et avec quelle verdeur, cela dit quelque chose d'un mouvement de décrochage d'éléments fondamentaux de l'appareil d'État. Ces magistrats connaissent la Constitution de la V^e République, dans laquelle cette séparation des pouvoirs n'est plus qu'une fiction... Mais c'est de fictions de ce genre que vit une domination de classe bien menée ! La briser pour une raison qui peut paraître vénielle est inacceptable.

□ Plus globalement, tout un pan du haut appareil d'État est stupéfait, bousculé, choqué par la manière dont l'État est mené par la petite bande sarkozyste. Des camarades syndica-

listes ont dû aller défendre devant un groupe de travail du Conseil d'État un recours qu'ils avaient formé contre une disposition nouvelle dans la formation des enseignants. Ces hauts fonctionnaires leur ont fait comprendre, à mots couverts, comme il convient de le faire dans ces sphères, combien ils étaient choqués de devoir « retoquer » des projets de lois (dont rien ne permet de penser qu'ils condamnent le fond) mal préparés, bâclés, indéfendables selon les canons de l'appareil d'État. Habitué que nous sommes à empiler dans une même détestation (tout à fait méritée) tout ce qui constitue l'appareil d'État, on en finit par ne pas être très sensible à un aspect, pourtant politiquement important : beaucoup de ces

4- Les comparaisons de Sarkozy avec Hitler ou avec Pétain ne servent pas à grand chose et elles sont pour le moins très excessives... Tout au plus pourrait-on dire de lui ce que le dernier intervenant du film de Sabina Guzzanti, habitant de L'Aquila, dit en substance du régime Berlusconi : « C'est une dictature de merde... Je n'ai pas devant moi des militaires qui tirent dans la foule, il n'y a pas de tortures. Mais c'est une dictature d'une autre nature, une dictature de merde ! ». Sarkozy est un intrus envieux qui a été admis et intronisé par la bourgeoisie en lui promettant de mettre son énergie hors du commun au service de la mise au pas du pays, des salariés, du peuple. La bourgeoisie, en se bouchant un peu le nez, l'a vu avec plaisir bousculer tout sur son passage. « Bien mal élevé ce petit, mais avec lui, ça avance. » Aujourd'hui, cette même bourgeoisie se dit que le malotru la dérange, lui casse un peu la vaisselle et risque en outre de réveiller les domestiques. Et elle se pose le problème de s'en débarrasser. D'une manière plus dramatique, les *Damnés* de Viconti racontaient un peu ce moment dans la haute bourgeoisie industrielle et financière de la Rhur...

gens, ou plutôt une assez vaste cohorte de ce que l'on appelle les « grands commis » de l'État sont attachés au fonctionnement régulier, « correct » de celui-ci. On peut s'en faire une idée en lisant *Histoire d'un Allemand*, de Sebastian Haffner, lui-même élève magistrat promis à ce type de fonctions dans l'Allemagne des années 20 et 30. Il raconte ce qu'a signifié, comment s'est manifestée la prise de contrôle des nervis hitlériens sur cet appareil d'État d'héritage Prussien.[4]

□ Ces mêmes comportements désinvoltes et scandaleux ont été relevés avec stupeur par ceux qui, en France, s'occupent de défendre les droits de l'Homme (et qui ne sont pas nécessairement des révolutionnaires). Une instance de l'ONU examine périodiquement les comportements des différents États sur ce chapitre. Lors de ces réunions, chaque pays présente un rapport sur ce thème, et la commission examine les recours des ONG contre les violations de ces droits dans chaque pays. La sanction, s'il y en a une, est essentiellement symbolique. Il est de tradition que chaque État soit représenté à cette commission par un diplomate de rang élevé, généralement un ambassadeur. La France de Sarkozy, à la stupeur des

5- Pierre Lellouche, secrétaire d'État aux affaires européennes, qui n'était pas présent à Genève, a utilisé la tactique, éprouvée en Sarkozye, d'attaquer pour mieux se défendre : « *Moi j'avais vous dire, enfin, d'abord, la France a toujours été le pays des droits de l'homme, nous sommes une démocratie, ce qui n'est pas le cas de tout le monde, voilà (...)* je veux pas polémiquer, mais je dirais que la France est une démocratie, et c'est pas le cas de bon nombre d'États. », visant par là les membres du Comité, qui, rappelons-le, sont des experts indépendants, choisis pour leur impartialité et leur haut niveau de moralité selon l'ONU.

membres de la commission (des spécialistes de divers pays, généralement des universitaires de haut niveau), y a été représenté, au mois d'août 2010, avec une désinvolture qui a été reçue comme une insulte, par un chef de cabinet d'ambassadeur... Lequel a cru bon de préciser, de manière tout à fait « décomplexée », qu'il n'avait pas de leçon à recevoir de gens venant de pays où les droits de l'Homme sont largement bafoués... [15] Décision tout à fait rare : la France a été désavouée publiquement et sévèrement par cette commission de l'ONU !

□ Plus grave, ou plutôt plus immédiatement central dans les préoccupations de la bourgeoisie, le Sarkozy gesticulant et content de lui pourrait n'être qu'un « *Chirac en sueur* » comme le dit à peu près Thomas Legrand (chroniqueur « politique » à *France Inter*), c'est-à-dire quelqu'un qui ne fait pas grand-chose, mais qui, lui, en fait grand cas et grand bruit. Passons sur le « pas grand chose » : ceux qui vont devoir travailler deux ans de plus, ou subir le chômage deux ans de plus, avec une retraite amputée au bout, ou ceux qui se retrouvent devant une classe sans aucune formation apprécieront...

Mais il faut retenir l'affirmation centrale, qui fait écho à la couverture de *The Economist*, le 10 septembre dernier, très sérieux hebdomadaire du capital financier, présentant une Carla Bruni marchant à côté d'un bicorne dont dépassent deux courtes jambes, avec ce titre « The incredible shrinking president » (« L'incroyable président qui rétrécit ») ! Même si au passage le magazine se paie le plaisir de savater celui que l'Élysée sous Chirac appelait le bonzaï, l'accusation ne porte pas sur le physique ingrat de Sarkozy. Elle porte sur le bruit, et même les dégâts provoqués par un personnage qui donne des leçons au

monde entier et à ses dirigeants, mais qui fait fort peu avancer les intérêts de la bourgeoisie (même si, répétons-le, ces « trop petites avancées » sont autant d'attaques cruelles et brutales contre les salariés et le peuple).

□ Villepin ne dit peut-être rien d'autre le 7 novembre : « *Je dis que Nicolas Sarkozy est aujourd'hui un des problèmes de la France et parmi les principaux problèmes qu'il faut régler et qu'il est temps que la parenthèse politique que nous vivons depuis 2007 soit refermée* »

Au-delà des coups bas et des vengeances personnelles, dont est faite la « vie politique », il y a là probablement le reproche d'un échec infiniment plus essentiel : avoir provoqué par ses manières le retour « au politique » de ces masses qui en avaient été soigneusement éloignées (et dégoûtées) par le « jeu politicien ». Et avoir abouti à mettre en partie à nu par son attitude « décomplexée » des mœurs d'une caste sociale qui met en coupe réglée l'ensemble de la société et entend lui présenter la note de ses frasques sans limites, mœurs habituellement soigneusement cachées, retenues derrière les épais et hauts murs des banques et des propriétés bourgeoises.

Cette lucarne ne se refermera pas par miracle. De cela, des secteurs importants de la bourgeoisie mondiale et nationale s'inquiètent. C'est par ces lucarnes que le peuple, dans certaines circonstances historiques, jette un œil, comprend certaines choses et, parfois, s'engouffre pour s'occuper de ce qui le regarde !

□ Sur le plan strictement politique, cela ne signifie nullement que la bourgeoisie en a fini avec Sarkozy. Il lui est arrivé de se risquer à tout changer pour que rien ne change, et Mitterrand en 1981 lui a montré qu'elle avait eu raison de courir ce

risque... Mais elle peut tout aussi bien décider de ne rien changer de peur que tout change. Son inquiétude n'en est pas moins forte : ces trois mois écoulés ont vu un peuple tout entier (les sondages sont d'une régularité stupéfiante, trahissant une forte constante, un ancrage profond) s'interroger, participer, réfléchir, s'intéresser aux questions les plus fondamentales de la société. Mauvaise nouvelle : Enfumage et anesthésiques, matraquage médiatique et convocation des « experts » n'ont pas suffi, comme cela avait déjà été le cas en 2005 avec le Traité constitutionnel européen, à décamponner les « gens » des sujets qui les regardent !

LA CLASSE OUVRIÈRE

SE RECONSTITUE ?

Est-ce que cela signifie pour autant que la classe ouvrière se reconstitue ? Jean-Louis Marchetti, militant NPA des Bouches-du-Rhône, aborde ainsi cette question dans un texte paru sur le site de *Carré rouge* (carrérouge.org). Citons-le brièvement : « **Le retour de la classe ouvrière** On la disait morte et enterrée et un beau jour le pays se réveille et s'aperçoit qu'il ne peut pas fonctionner sans dockers, camionneurs, cantinières, cheminots, traminots, éboueurs, marins, ouvriers de la chimie... Au même moment le monde fait l'expérience qu'il fonctionnerait beaucoup mieux sans traders irresponsables, banquiers avides, agence de notations suspectes, politiciens véreux et même sans la Bourse ! » Il est tout à fait évident que le pays ne pourrait fonctionner sans le travail de toutes les catégories ici énumérées, et de bien d'autres. C'est sans compter d'innombrables autres fonctions occupées par des salariés tout aussi aliénés, exploités, tout aussi « prolétaires » au sens strict du mot.

L'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris est par exemple une usine autrement plus vaste et peuplée que les dernières industries qui survivent intra-muros, peut-être plus vaste que ne l'était Renault Billancourt avant destruction. Il est non moins évident que les traders, banquiers et agents de notation sont des parasites dont la société gagnerait à se débarrasser pour retrouver son humanité et permettre à chacun de vivre. Je pencherais personnellement aussi pour la disparition des flics des unités de répression de masse (pas ceux qui passent leur vie à aider les vieilles dames à traverser les rues, et puis, tiens, même les vieux messieurs), et les militaires (sauf les pompiers, qui à Paris comme à Marseille sont des militaires).

Oui, et après ?

Soit il s'agit d'une considération globalement « sociologique », et elle est incomplète et déséquilibrée, soit il s'agit d'une appréciation politico-historique sur le rôle historique de la « classe ouvrière », et là la discussion doit commencer, et elle va être sévère !

Je balance depuis le début de ce texte entre « les gens », le « peuple », la « masse ». J'ai même dû parler des « salariés ». J'ai évité « les jeunes » On verra plus loin, mais le syntagme « les salariés et la jeunesse » commence à sérieusement me tracasser. Je sais bien que chacun de ces mots pose problème. Je tourne autour de « prolétaire » (qui aurait l'avantage de la rigueur de la définition d'origine marxiste). J'évite les longues périphrases sur les « salariés, nationaux ou non, de tous âges, en activité ou non, retraités, en formation, chômeurs, etc. »

Pourquoi cette hésitation ? Parce que toutes ces notions sont en crise. Parce que rôde derrière le vocabulaire un

imaginaire collectif sérieusement ébréché et problématique. Parce que derrière l'espèce de soulagement du « retour de la classe ouvrière », il y a ce désir non formulé d'un retour à la « bonne vieille situation », au « bon vieux temps ». Et l'espoir plus ou moins avouable d'un recommencement.

Or, ce mouvement considérable, dont je vais continuer à dire qu'il a mis dans la rue à de nombreuses reprises une masse énorme de « gens », et même tout un « peuple », n'a nullement modifié la donne. La manifestation a largement remplacé la grève, et si ceux qui avaient encore la faculté de faire grève en 95 se sont vu « déléguer » le soin de la faire pour ceux qui ne le pouvaient plus (la fameuse « grève par procuration »), cette fois les uns et les autres se sont accordé quelques rares grèves, et se sont rattrapés dans les manifestations, lieux où il faisait bon être ensemble.[6]

Mais la peur est bien là. Entre 95, où les Postiers et agents du Téléphone par exemple constituaient les gros bataillons des grévistes, et 2010, il y a eu la privatisation de France Télécom, la fin du démantèlement de l'entité PTT, et un terrible rouleau com-

6- Et l'on a trouvé, comme à chaque épisode, de nouveaux héros. C'était les cheminots en 1995, cette fois-ci, ce sont les « raffineurs » de pétrole. Des historiens, des sociologues pourront nous dire, après examen attentif, pourquoi cette catégorie a, en 2010, engagé un combat plus dur qu'ailleurs. Mais cette passion nouvelle (et éphémère) pour cette catégorie de salariés ne doit pas nous masquer que le trait le plus commun a été l'abstention forcée de se mettre en grève de la plupart des autres, qui se sont en revanche rabattus avec entrain sur les manifestations, au point de prendre des jours de congé ou de RTT pour en être !

presseur où le « management » a été dressé à éliminer les gens, par défenestration s'il le fallait ! [7] Et ce qui est vrai pour France Télécom l'est pour l'essentiel des entreprises et même des écoles et lycées, administrations et hôpitaux.

C'est peut-être ce qui donne tout son prix aux quelques entreprises où une grève dure et prolongée a eu lieu. Mais ça ne dit nullement qu'il y a « retour de la classe ouvrière ». Elle reste aussi émietlée qu'elle l'était à l'entrée de ce mouvement spectaculaire et profond. Elle reste aussi dépossédée de toute maîtrise du temps (la nanoseconde est l'unité de temps des transactions financières qui ravagent la planète et font changer de main l'actionnariat en un clin d'œil ou un clic de souris) et de l'espace (avec des entreprises qui fuient le pays, la région ou la ville en une seule nuit !).

Et il est donc particulièrement insuffisant et stupide de n'avoir pour mot d'ordre que « *Une seule solution, la re-*

7- Si vous l'avez manqué, voyez de toute urgence le documentaire de Bernard Nicolas, diffusé sur ARTE le mardi 16 novembre 2010, intitulé *France Télécom, malade à en mourir*. On peut le récupérer sur ordinateur par internet en utilisant un logiciel gratuit appelé « pluzz.fr ». Ce documentaire assez complet et explicite vient compléter et actualiser le remarquable livre de Dominique Decèze, *La machine à broyer: De France Télécom à Orange: quand les privatisations tuent*, paru en 2004 chez Jean-Claude Gaw-sewitch.

8- Lorsque j'ai fait remarquer à Krivine, qui m'en tendait un, que le mot d'ordre d'autrefois avait bien changé, il m'a répondu, non sans une sorte de cynisme las, « *Oh, ça doit être une faute de frappe* ». Quant à Besancenot, qui à son tour, quelques mètres plus loin, m'en proposait un, sa réponse fut « *Mais tu vois bien ce qu'on veut dire... !* » Oui, mon gars, je vois !

conduction », comme le proclamait un auto-collant distribué par le NPA dans les manifestations [8], ou de déclarer comme la permanente à vie de « Solidaires », Annick Coupé, que « la reconductible, c'est difficile ! ». Mais il sera tout aussi stupide et insuffisant d'en tirer la conclusion qu'il faut reprendre pied dans les entreprises, et pour cela élaborer un programme qui « parle » aux ouvriers. Le SMIC à 1 500 euros ? La retraite à 60 ans, avec 37,5 annuités pour tous ? Cet ouvrier, il est trop con pour s'élever au-dessus de revendications « alimentaires » ?

C'est parfaitement discutable, mais je crois avoir perçu dans les derniers mois un retour *du* politique, massif, c'est-à-dire à l'échelle de « masses ». J'en avais été tout autant frappé en 2005 en voyant des gens « ordinaires » s'accrocher à un texte illisible et s'acharner à comprendre à quelle sauce subtile, compliquée, on les mangeait. Formidable moment de « citoyenneté » !

C'est peut-être une illusion d'optique de ma part, ou une simple projection de mes désirs révolutionnaires sur une réalité bien plus prosaïque, mais j'ai cru voir et entendre des « gens » qui, par milliers, défilaient, agités par des revendications *politiques, révolutionnaires*, pour la justice, pour la séparation des pouvoirs, pour une égalité à peu près raisonnable, pour une société décente (la « *common decency* » chère à Orwell) ! Ne pourrait-on pas se hisser au niveau des gens ? Ça paraît un projet modeste, quand on est révolutionnaire, non ?

QUELLE PLACE POUR LES « RÉVOLUTIONNAIRES », QUELLE AIDE APPORTER ?

Polémique ? Peut-être, mais d'abord

interrogation grave de notre propre passé, et même introspection profonde. Nous avons vécu sur des mythes, et au premier plan celui de l'avant-garde guidant les masses aliénées... Ça n'a **jamais** existé. Aucune raison donc de croire que ça puisse se... reproduire !

Mais les groupements que nous sommes, s'ils doivent servir à quelque chose, peuvent aider à quelques aspects des processus d'accouchement de l'Histoire.

Le premier est certainement d'aider à constituer de la mémoire, dont on a vu comment elle courait, silencieusement pour l'essentiel, pour surgir soudain et nourrir les mouvements de masse.

Le second est évidemment d'aider à *formuler en politique* les mouvements pour l'essentiel spontanés de refus, de résistance, de vie. Une chose est de s'engager dans un mouvement essentiellement « politique » au sens que je m'obstine à donner à ce mot depuis le début de ce texte, une autre chose est d'assumer que la politique, « c'est ça » et pas les magouilles que l'on affuble de ce mot détourné ordinairement.

Le troisième, et le plus important, c'est certainement d'élaborer, et de semer des formulations politiques, des revendications politiques, comme l'ont fait les « philosophes des Lumières aux XVII^e et XVIII^e siècles en France, aux États-Unis naissants ou au Royaume-Uni.

Lorsque Bernard Friot formule la revendication politique « *Pour le droit au salaire pour tous* », il donne une proposition de formule politique pour résoudre les problèmes du salaire, de la cotisation comme assise de la solidarité, des retraites. Ce faisant, il propose un droit politique comme a pu l'être la revendication du droit de vote, apanage du citoyen. L'accueil qu'il reçoit dans les dizaines de réunions

publiques tenues partout en France, le succès de son dernier livre, tout cela prouve que c'est bien à ce niveau que les aspirations des « masses », des « gens » se situent.

Les réunir (ou les arroser de lourds écrits) pour leur expliquer très doctement comment ils sont trahis, et combien tout cela va dans le mur ne sert à rien. Au mieux...

UNE DERNIÈRE MENTION CONCERNANT LA... JEUNESSE

Vincent Cespédès est un (assez) jeune philosophe très à la mode. Il a cessé d'enseigner et il écrit. Beau gosse, serial-séducteur, ce type m'irrite, je ne peux le cacher. Mais à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage (à 35 ans, il a déjà écrit toute une bibliothèque) il a donné quelques interviews dont j'ai capté quelques bribes fort intéressantes [9].

Il explique pour commencer que la jeunesse n'adhère pas aux formes d'organisation qui nous ont vu naître et nous ont mis en rangs depuis des décennies. Elle ne lit pas comme nous avons lu, et pas les mêmes choses. Elle n'accède donc pas par les voies que nous avons empruntées aux savoirs, aux conclusions politiques que nous avons, bon an mal an, en partage. En revanche, elle participe à une immense *connectivité*, à une *intelligence connective*, qui prend ici ou là parfois la forme de mobilisations dont l'objet est pour l'essentiel moral. Loin d'être

9- Je sais, j'aurais dû le lire et en faire une lecture critique en règle. Je ne l'ai pas fait. Mais en revanche, j'ai lu avec soin et plaisir le bouquin de Pierre Bayard (Editions de Minuit, 2007) intitulé *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus*. J'applique parfois son enseignement.

aussi abruti que nous avons tendance à le déplorer (en même temps que son « niveau » qui, chacun le sait, « baisse »), elle présente une forme de disponibilité, de marge énorme de progression et d'apprentissages.

Inutile de proposer à ces jeunes de rejoindre des « orgas » comme celles que nous avons connues. Mes années d'enseignement m'en ont absolument convaincu. Ce qui n'empêche pas que toutes les « orgas », que toutes les sectes même, « gagnent » de nouveaux adhérents, qu'elles transforment très vite en jeunes vieux, ou qu'elles perdent aussitôt. Ça leur permet de se rassurer, et de dire « *Mais non, voyez, nous recrutons ! Et même, c'est reparti comme autrefois !* ». **Non, ce n'est pas vrai, ça ne marche pas.** Alors, à quoi pouvons-nous servir ? Cespédès fait une autre remarque qui m'a frappé. Il observe que notre géné-

ration (celle, en très gros, des « soixante-huitards ») est aujourd'hui globalement en état de marche et, contrairement à ce que l'on a dit, pour l'essentiel toujours convaincue des méfaits du système capitaliste. Que peut-elle faire, cette génération (nous, en somme) ? Alimenter ces jeunes, leur apporter des éléments qu'ils ne trouveront pas spontanément, des analyses, des explications. Ils sauront les glisser dans leurs étranges « tuyaux » et les digérer. Ils sauront en faire ce qu'il convient : pourquoi se le cacher, le monde désormais leur appartient !

Alors, glissons des matériaux glanés par exemple dans *Carré rouge* (mais pas seulement) pour leur expliquer l'origine de la fameuse « dette » qui, paraît-il, pèse sur leurs épaules et qu'il conviendrait selon nous de répudier purement et simplement (et fai-

sons un effort didactique pour leur rendre la digestion plus facile) ; faisons-leur connaître du Friot, la question du salaire étudiant, ou celle du droit politique au salaire, indissociablement attaché à la qualification définitivement acquise comme élément de la personne, du citoyen. La liste n'est pas limitative.

CONCLUSION

Bizarrement, et pour m'en tenir à une conclusion tout à fait personnelle, tout cela a représenté pour moi, ces dernières semaines, autant d'éléments d'énergie vitale. Ce que n'avait pas provoqué la lecture des innombrables pensums consacrés à l'analyse des mécanismes de la trahison des appareils et à l'inéluctabilité de la défaite...

□